

Subsides

vente des produits agricoles dans nos ambassades et consulats un peu partout dans le monde. Il y en a six, je crois. Pendant notre trop court mandat, nous avons réussi à en engager deux autres, et nous nous préparions à en nommer une troisième, je crois. Combien de nouvelles affectations ont été faites depuis que le ministre de l'Agriculture a reçu un second mandat?

Sixièmement, encore au sujet des promesses électorales du ministre de l'Agriculture, il a beaucoup attiré l'attention sur le sujet. Il a déclaré qu'advenant sa réélection, il renégocierait immédiatement le niveau des importations de poulet des États-Unis au Canada. La documentation électorale des libéraux en parle expressément. Où en sont les choses? S'occupe-t-on de tenir cette promesse?

Je sais que le ministre s'est rendu à Paris et en Chine. Je n'ai aucune raison de croire qu'il se soit rendu à Washington à ce sujet. Il est assez intéressant de constater que pendant que le ministre se trouvait en Chine les États-Unis ont venu une très grosse quantité de blé à ce pays. Le ministre peut-il nous dire s'il a réussi à vendre de nouvelles quantités de blé à la Chine? Je sais qu'il n'est pas directement chargé de la vente du blé pour le compte du gouvernement canadien. A-t-il réussi à conclure d'autres ventes importantes pendant son séjour?

Nous avons assumé nos responsabilités dans cette affaire. Le ministre se souviendra fort bien qu'en 1973 il avait promis très clairement de prendre des mesures pour réduire des importations de poulets. A cette époque il s'agissait d'une quantité d'environ six millions de livres. Quand nous avons pris le pouvoir elle s'approchait de 60 millions de livres. Nous avons accrédité l'agence nationale. Nous avons alors renégocié le niveau d'importation, niveau qui garantissait au producteur canadien environ 94 p. 100 de notre marché national. Le ministre l'a échappé belle, l'été dernier, grâce à la hausse des ventes de ce produit aux États-Unis par suite de la vague de chaleur et de sécheresse que ce pays a connue. Le ministre s'est pourtant engagé au cours de la campagne électorale à renégocier le quota d'importation des poulets des États-Unis. Il reste à savoir quand il assumera ses responsabilités et respectera cet engagement.

J'aborde maintenant le septième domaine dont j'aimerais parler et au sujet duquel j'ai des questions à poser au ministre. Il s'agit du domaine très important de la recherche et du développement. Le ministre avait déclaré que, lorsqu'il entretrait en fonctions, il veillerait à accroître l'ampleur et le financement des activités de recherche. Encore là, il ne semble pas qu'il ait tenu parole.

Il est absolument essentiel d'accorder plus de fonds à la recherche. Si nous avons atteint les niveaux actuels de productivité et de rendement, c'est en grande partie, sinon entièrement grâce aux efforts de recherche. Étant donné que 50 p. 100 de toutes les recherches dans le domaine agricole sont effectuées par Agriculture Canada, il est essentiel que nous continuions à accroître le financement public de la recherche et à encourager le secteur privé à redoubler ses efforts de recherche et de développement si nous voulons que notre production alimentaire puisse pourvoir aux besoins des Canadiens.

Le ministre a déclaré tout à l'heure qu'un fermier pouvait, il y a quelques années seulement, nourrir quatre ou cinq personnes en plus de lui-même. Aujourd'hui, un fermier en nourrit

une cinquantaine. En l'an 2000, il devra être capable de fournir les denrées nécessaires à plus de 200 personnes.

Compte tenu de ces chiffres, et connaissant le rythme de la croissance démographique mondiale, les chercheurs vont devoir relever un véritable défi. Je n'ai pas le moindre doute quant à la compétence et aux capacités de nos chercheurs. Seulement, pour pouvoir faire face à la situation, il va falloir consacrer des crédits suffisants à la recherche. Notre gouvernement était conscient de cela et a, comme je l'ai rappelé tout à l'heure, augmenté d'environ 13 millions les crédits de recherche.

Il y a un huitième point que j'aimerais aborder avec le ministre. Il s'agit de la promesse qu'il avait faite que tous les produits agricoles seraient garantis jusqu'à concurrence de \$250,000, aux termes de l'article 88 de la loi sur les banques. Nous avons effectué ces changements, mais le niveau de production n'a pas atteint les \$250,000 promis par le gouvernement. Il s'est arrêté à \$100,000, ce qui représente moins de la moitié de la somme promise. Le ministre me regarde d'un air sceptique. Pourtant, je cite des extraits de sa documentation électorale.

● (1550)

Je sais que le ministre a présenté au nom du gouvernement deux des mesures que nous avons proposées, soit celle permettant la déduction du salaire du conjoint comme frais d'exploitation d'une entreprise agricole, et la loi sur l'importation des viandes. Étant donné le peu de cas que le gouvernement actuel fait de l'agriculture, ces mesures risquent de se faire attendre longtemps. J'espère que le ministre nous dire aujourd'hui quand au juste ces deux mesures seront présentées à la Chambre. Si le ministre réussit à faire inscrire ces deux mesures à l'ordre du jour, nous lui promettons que s'il n'en tient qu'à nous, elles seront toutes les deux adoptées en une demi-journée.

Puis il y a Canfarm, le Programme du service canadien de gestion des exploitations agricoles, le onzième domaine dont je vais parler. Le gouvernement a de toute évidence rompu un accord qui datait de 1979. Pour notre part, nous avons tenu notre engagement il y a un an quand nous nous sommes retrouvés devant le même problème. Nous avons accordé 1.2 million de dollars de crédits et une garantie de prêts de 4.2 millions de dollars comme le prévoyait l'accord de 1979. Si le ministre a effectivement autant confiance dans la bonne marche du programme du service canadien de gestion des exploitations agricoles—ses collaborateurs et lui n'ont cessé de répéter au cours des audiences du comité des dernières semaines que ces services étaient excellents et très efficaces—si donc il autant confiance dans le président de Canfarm, M. Peter Hannamm, il devrait en donner la preuve en lui donnant des dollars et en prenant des mesures concrètes au lieu de le payer de mots. M. Hannamm est un responsable agricole très compétent et il a tout à fait raison de dire qu'il a été trahi par...

M. Whelan: Non.

M. Wise: Si, il l'a été, monsieur le ministre. Il me l'a dit en personne. Je n'ai pas lu cela dans les journaux, je lui ai parlé personnellement. M. Hannamm est un homme de parole. Il a été trahi par le gouvernement et, en fait, par le ministre de l'Agriculture.

Une voix: C'est honteux!